



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

SÉMINAIRE SUR LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE TRANSNATIONALE

du 13 au 17 janvier 2019

Niamey, Niger

BIOGRAPHIES

LEADERSHIP

Mme Kate Almquist Knopf est directrice du Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, une institution académique au sein du Département de la Défense des États-Unis, depuis juillet 2014. Créé par le Congrès américain pour l'étude des questions de sécurité relatives à l'Afrique, le Centre sert de forum pour la recherche bilatérale et multilatérale, la communication et l'échange d'idées. Il se veut une source objective d'analyse stratégique sur les questions de sécurité contemporaines et au-delà de l'horizon pour les professionnels du secteur de la sécurité en Afrique, les décideurs, les universitaires, les médias et la société civile, ainsi que les partenaires internationaux.

Mme Knopf a passé la majeure partie de sa carrière à se concentrer sur l'intersection de la sécurité et du développement en Afrique. De 2001 à 2009, elle a occupé plusieurs postes de direction à l'Agence des États-Unis pour le développement international, notamment ceux d'administratrice adjointe pour l'Afrique, de directrice de mission au Soudan, de vice administratrice adjointe pour l'Afrique et d'assistante spéciale et conseillère politique principale de l'administrateur.

Mme Knopf a également été conseillère principale pour la Crisis Management Initiative, une organisation de médiation de conflits fondée par l'ancien président finlandais et lauréat du prix Nobel Martti Ahtisaari, et boursière invitée du Center for Global Development. Avant d'entrer au service du gouvernement fédéral, elle a été chef de cabinet de la Massachusetts Turnpike Authority et du Executive Office for Administration and Finance of the Commonwealth of Massachusetts. Elle a commencé sa carrière chez World Vision, une organisation non gouvernementale internationale.

Mme Knopf est titulaire d'une maîtrise en relations internationales avec une concentration en études africaines et en gestion des conflits de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins à Washington, DC, et d'un baccalauréat en relations internationales de la Johns Hopkins University à Baltimore, MD.

ANIMATEURS (par ordre alphabétique)

Mme Laurence Aïda Ammour est une sociologue et analyste algéro-française en matière de sécurité internationale et de défense. De 2000 à 2008, elle a été membre du personnel international de la Division de la recherche du Collège de défense de l'OTAN à Rome. Ses domaines de recherche sont le crime organisé, les menaces transnationales, le terrorisme, le changement social et les conflits, la lutte contre le terrorisme (CVE) et la déradicalisation, qu'elle étudie en Afrique du Nord-Ouest et dans la région Sahara-Sahel. Depuis 2011, elle collabore avec l'ACCS à titre de professeure auxiliaire et d'animatrice de groupes de discussion.

Parmi les collaborations choisies, mentionnons celles en tant que conférencier et auteur : In-On-Africa (Johannesburg), IHS Jane's (Londres), États-Unis Département d'État, Centre d'analyse navale (Alexandrie), Trustafrica (Dakar), Institut Européen de la Méditerranée (IEMED-Barcelone), The International Institute for Security Studies-London (The Military Balance), Nordiska Afrikainstitutet (Stockholm), USARAF (Vicenza, Italie), Institut français des relations internationales (Paris) et les universités de Valencia et Madrid (Espagne).

Parmi les publications récentes, on peut citer *The Death of Abubakr al-Baghdadi, not a good news for Africa*, CF2R, Paris, novembre 2019 ; *The Wahhabi Penetration In Africa*, CF2R, Paris, 2018 ; *Libya View of Algeria*, Limes Review, Milan (Italie), juillet 2019 ; *Algeria, An Emerging Power In Regional Conflict Resolution Initiatives*, University of Bogota, African Studies Department, Colombia, 2019 et « *The Algerian Counter-Terrorism Strategy : Between Internal Security Imperatives and the Search for Regional Stability* », African Conflict Studies Department, Université d'Ottawa, Canada, 2019.

Dr. Anouar Boukhars est professeur de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Dr. Boukhars travaille en étroite collaboration avec les dirigeants du secteur de la sécurité des gouvernements africains et des organisations non gouvernementales à l'élaboration et à la mise en œuvre d'activités et de programmes liés à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Ses recherches portent sur la dynamique de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Afrique.

Avant de se joindre au CESA, Dr. Boukhars a été boursier non résident du programme Moyen-Orient de la Fondation Carnegie pour la paix internationale et professeur agrégé en relations internationales au Collège McDaniel. Il a siégé à plusieurs conseils et comités consultatifs sur le Sahel et l'Afrique du Nord, notamment au Réseau africain pour la consolidation de la paix du Conseil de recherches en sciences sociales. D'août 2015 à juillet 2017, Dr. Boukhars a travaillé à l'Institut d'études sur la paix et la sécurité à Addis-Abeba, en Éthiopie, en tant que facilitateur principal de son programme phare, le Executive Masters in Managing Peace and Security in Africa. Ses recherches ont été publiées dans de nombreuses publications politiques et revues universitaires de premier plan. Il effectue régulièrement des travaux sur le terrain en Afrique et consulte fréquemment

l'Union africaine, la Banque mondiale, les Nations Unies, le département d'État américain et les gouvernements européens.

Dr. Boukhars est titulaire d'un doctorat en études internationales de la Old Dominion University de Norfolk, en Virginie, d'une maîtrise en sciences humaines appliquées de l'Université Al Akhaweyn d'Ifrane, au Maroc, et d'un baccalauréat en littérature anglaise de la Ibn Tofail University de Kenitra, au Maroc.

Dr Catherine Lena Kelly est professeure adjointe chargée de superviser le portefeuille du CESA sur la justice, la primauté du droit et la gouvernance et d'intégrer ces considérations dans les programmes universitaires, la recherche et la sensibilisation. Son travail est axé sur la sécurité des citoyens, la politique des partis et la démocratisation, ainsi que sur la primauté du droit et la stabilisation.

Avant de rejoindre le CESA, Dr Kelly a été conseiller auprès de l'Initiative de l'Etat de Droit de l'Association du Barreau amé et a collaboré avec des équipes au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, en Mauritanie et au Somaliland. En tant que boursière post-doctorale à l'Université de Washington à St. Louis, elle a conçu et enseigné des cours sur l'Afrique contemporaine et la démocratie, et au Foreign Service Institute du département d'État, Dr Kelly a enseigné le cours sur l'Afrique occidentale et co-enseigné les modules gouvernance et religion au cours des Area Studies. Elle a reçu de nombreuses bourses et subventions, dont une bourse publique Mellon/ American Council of Learned Societies, une bourse du Centre de Recherche Ouest-Africaine (CROA) et deux bourses du Département de l'éducation des États-Unis en langues étrangères et études régionales pour la langue wolof. Ses travaux ont fait l'objet de nombreuses publications dans des revues politiques et universitaires.

Dr Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en administration publique de l'Université Harvard, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale (Europe, résolution des conflits et consolidation de la paix) de l'Université Libre de Bruxelles et d'une licence avec mention de l'Université Washington à St. Louis.

Général de brigade (Retraité) Joseph BM Mweu est conseiller de sécurité à l'Université de Strathmore et ancien directeur général du régime d'assurance médicale des Forces de défense du Kenya au ministère de la Défense. Au cours de son service au sein de la KDF, il a également participé à une campagne de désarmement et de pacification qui comprenait la lutte contre le vol de bétail et des efforts de sécurité aux frontières. Il est également cofondateur de l'International Peace Support Training Center. Il a eu une longue et brillante carrière dans l'armée kenyane, notamment en tant que membre d'échange de l'état-major de commandement et d'état-major de l'ancien Collège de commandement et d'état-major de l'armée, Camberley, Royaume-Uni ; observateur militaire principal de la Force de protection des Nations Unies (UNPROFOR) dans les

Balkans et conseiller militaire principal, mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), entre autres choses. Il est diplômé de l'Institut de diplomatie et d'études internationales de l'Université de Nairobi.

Mme Michelle Ndiaye est membre de la faculté auxiliaire au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, où elle travaille sur les questions relatives au leadership du secteur de la sécurité en Afrique et à la coopération en matière de paix et de sécurité au niveau de l'Union africaine et des communautés économiques régionales. Elle est actuellement directrice du programme Africa Peace and Security de l'Institute for Peace and Security Studies (IPSS), un programme conjoint avec la Commission de l'Union africaine, et directrice du Forum de Tana.

Ses spécialités incluent la paix et la sécurité, la gouvernance démocratique et locale, le relèvement post-conflit et communautaire, le développement durable, les questions environnementales, la justice transitionnelle, la communication pour le développement, la responsabilité des entreprises et l'information mondiale, le renforcement des institutions et la gestion de programmes multidonateurs à grande échelle.

Elle est réviseure externe pour l'African Affairs Journal, l'Africa Insight Journal et le South African Journal of International Affairs. Elle siège également au Conseil consultatif du Programme du Centre panafricain d'études politiques, au Comité académique de l'IPSS, au Comité du Programme de sécurité et de l'état de droit dans les milieux fragiles et affectés par les conflits de l'Organisation néerlandaise pour la recherche scientifique, et au Conseil consultatif du Réseau africain pour la consolidation de la paix du Conseil de recherches en sciences sociales.

Avant de rejoindre IPSS, Mme Ndiaye a été directrice générale de l'Institut Mandela d'études du développement et a dirigé plusieurs organisations africaines et internationales, notamment en tant que directrice exécutive de Greenpeace Afrique, directrice générale de l'Institut africain pour la citoyenneté d'entreprise et fondatrice et responsable des projets africains pour Akena Research and Consulting. Elle a commencé sa carrière comme chargée de programme à l'Institut africain pour la démocratie, un projet du PNUD basé à Dakar, au Sénégal.

Mme Ndiaye est titulaire d'un baccalauréat en sciences politiques de l'Université du Québec à Montréal, Canada, d'une maîtrise en droit public et d'un DEA de l'Université Cheikh Anta Diop à Dakar, Sénégal. Elle est actuellement candidate au doctorat à l'Université de Leipzig, en Allemagne.

Elle a été citée dans le New African Magazine comme l'une des 100 Africains les plus influents de 2018

Mme 'Kemi Okenyodo, Directrice exécutive de l'Initiative pour l'état de droit et l'autonomisation, également connue sous le nom de Partners West Africa-Nigeria, une organisation non gouvernementale qui s'emploie à renforcer la participation des citoyens et à améliorer la gouvernance sécuritaire au Nigéria et en Afrique de l'Ouest. Elle est actuellement chef d'équipe de la composante police du programme de réforme de la justice en matière de sécurité soutenu par le Fonds du gouvernement britannique pour les conflits, la stabilité et la sécurité (CSSF), où elle assure la direction technique, stratégique et programmatique du programme de police du Nigeria (NPP), un programme travaillant avec les prestataires de services de police, le gouvernement et la société civile pour rendre des services de police responsables au Nigeria, et le cas échéant avec les partenaires du programme.

De décembre 2015 à ce jour, elle a occupé un poste de consultante au sein du Haut Commissariat britannique, où elle apporte son soutien au Head West Africa Conflict Security & Stabilization Unit on Transition from Military Operations to a Stabilized Community Policing Approach in the North East [Chef de l'unité de sécurité et de stabilisation des conflits en Afrique de l'Ouest lors de la transition des opérations militaires vers une approche stabilisée de police communautaire dans le Nord-Est]. Elle a également été chef d'équipe du programme d'intervention de la composante "Responsabilisation de la police" du programme Justice 4 All (J4A), un programme du secteur de la justice financé par le ministère britannique du Développement international (DFID) et mis en œuvre par le British Council. Il visait à améliorer la sécurité personnelle et l'accès à la justice pour tous les Nigériens en améliorant les capacités, la responsabilisation et la réactivité des organisations clés dans le secteur de la sûreté, de la sécurité et de la justice. Elle a également fourni des services de consultation pour l'Open Society Justice Initiative (OSJI), GIZ, DCAF pour n'en citer que quelques-uns.

Kemi a plus de 15 ans d'expérience dans le secteur de la justice et de la sécurité et les questions de gouvernance au Nigéria et en Afrique de l'Ouest, ainsi que dans la gestion des ONG. Elle s'intéresse particulièrement à la responsabilité de la police, à l'engagement des citoyens envers les institutions de sécurité, à l'évolution des acteurs non étatiques et à leur contribution à l'amélioration de la sécurité publique et de l'environnement de sécurité, au genre et à la police, aux réformes du système de justice pénale - en particulier les réformes judiciaires et la défense juridique des personnes indigentes, la participation des femmes dans la sécurité et la gouvernance et la gestion des élections.

Elle est diplômée de la Faculté de droit de l'Université de Lagos, membre de l'Association du barreau du Nigéria, du Réseau du secteur de la sécurité en Afrique et ancienne élève du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA).

Dr. Émile Ouédraogo est professeur auxiliaire de pratique au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, spécialisé dans les questions liées à l'élaboration de stratégies de sécurité nationale et à la gouvernance du secteur de la sécurité. Depuis 2007, il a

travaillé avec le CESA sur plus de 25 activités en tant que conférencier, animateur et auteur. Il travaille également avec l'AFRICOM, Partners Global, la Fondation Konrad Adenauer, la Friedrich Erbet Stiftung et le Parlement de la CEDEAO. Il est membre du Réseau africain du secteur de la sécurité et président fondateur de la Fondation pour la sécurité du citoyen du Burkina Faso.

Avant de rejoindre le CESA, en 2017-2018, M. Ouédraogo a effectué une mission de six mois auprès de l'Union africaine en tant qu'expert en réforme du secteur de la sécurité et en gouvernance pour Madagascar. En tant que Ministre de la Sécurité du Burkina Faso de 2008 à 2011, il a initié et développé une stratégie de sécurité intérieure et rendu opérationnel le concept de police communautaire et de participation communautaire dans la gestion des questions de sécurité. Après 30 ans de service dans l'armée burkinabé, il a pris sa retraite en 2012 en tant que colonel, après avoir occupé des postes d'aide du Premier ministre, de commandant de régiment d'appui et de chef de la Division du renseignement militaire à l'état-major général de l'armée.

M. Ouédraogo a été parlementaire à l'Assemblée nationale du Burkina Faso et au Parlement de la CEDEAO, où il a siégé aux Commissions des affaires politiques, de la paix, de la défense et de la sécurité. À ce titre, il a effectué des missions d'information et d'enquête dans la plupart des 15 pays de la CEDEAO.

Il a obtenu un doctorat avec mention du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris (France) sur la réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance dans l'espace CEDEAO.

Le Capitaine Joaquim Pacheco Santos, en tant que haut représentant portugais, assure la liaison entre le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) et le ministère portugais de la Défense, coordonnant les échanges en matière d'études et de politiques sécuritaires en Afrique. Il assume également un rôle d'animateur et de conférencier dans les programmes académiques de CESA.

Avant de rejoindre le Centre africain, le capitaine Joaquim Pacheco Santos a servi d'assistant exécutif et conseiller du commandant de l'Académie navale angolaise à Luanda. De 2015 à 2017, il a été commandant de l'école de la marine en 2015-2017 et, en 2017, il a été commandant adjoint du Corps de la marine portugais. De plus, le capitaine Joaquim Pacheco Santos était commandant de corps de cadets à l'Académie navale portugaise de 2010 à 2013; Chef du département de psychologie à l'académie navale de 2005 à 2010; et conférencier sur le comportement organisationnel à l'académie navale de 2005 à 2010. Le capitaine Santos a servi comme chef du département de la formation en matière de comportement organisationnel et de leadership de 2002 à 2005 et commandant de l'unité des péniches de débarquement au Corps des Marines de 1999 à 2002.

Le capitaine Santos est titulaire d'un doctorat en gestion et en comportement organisationnel (2015) de l'Institut supérieur des sciences du travail et de l'entreprise (ISCTE) à Lisbonne et d'une maîtrise en comportement organisationnel (2002) de l'Institut supérieur de psychologie appliquée (ISPA) à Lisbonne. Le capitaine Santos a également été conférencière invitée à sur les sujets concernent le leadership, la motivation et l'éthique des affaires à l'ISCTE-IUL, université de Lisbonne, de 2005 à 2019. Il a publié de nombreux articles scientifiques sur le développement et la formation au leadership d'équipe.

CONFÉRENCIERS (par ordre alphabétique)

Mr. Souley Boubé est l'Inspecteur Général des Services de Sécurité pour le Niger et Président du comité technique chargé de la mise en œuvre et du suivi évaluation de la Stratégie Nationale de Sécurité Intérieure (SNSI). De 2011 à 2018, il était Directeur des Etudes, de la Réglementation, de la Prospective Sécuritaire et de la Coopération Technique. Il a connu une carrière distinguée dans le service de police nigérien, en tant que chargé d'enseignement à l'Ecole nationale de la Police, chef de l'unité juridique et judiciaire d'enseignement; Directeur de la Police Judiciaire; Directeur Régional de la Police Nationale de Zinder et de Maradi; et membre de la Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo, parmi plusieurs autres fonctions. Entre autres réalisations, il a été membre du comité d'élaboration des lois sur la sécurité intérieure, le régime général des armes au Niger, les sociétés privées de sécurité et du gardiennage au Niger, et la vidéo surveillance. Il a également été membre du comité ad hoc chargé de l'élaboration de la Stratégie Nationale de Sécurité Intérieure (SNSI) et point focal à la Direction Général de la Police Nationale en matière de coopération bilatérale et multilatérale. M. Boubé a reçu la médaille des Nations Unies pour les opérations des Nations Unies en RDC, Monuc en 2003- 2006. Il a un diplôme de commissaire de police de Saint-Cyr et une license en droit privé.

Mme Gogé Maimouna Gazibo est Directrice Générale de l'Agence Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes et le Trafic Illicite de Migrants (ANLTP/TIM) du Niger. Elle est magistrate de formation, diplômée de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) de Niamey au Niger, puis de l'Ecole Nationale d'Administration Publique de Strasbourg en France. Madame Gazibo est formatrice en matière de traite des personnes et du trafic illicite de migrants. Elle est également porteuse de la Loi 2015-036 du 26 Mai 2015, relative au Trafic Illicite de Migrants, ainsi que porteuse du Décret 2015-182/PRN/MJ du 10 Avril 2015, instituant la Journée Nationale de Mobilisation contre la Traite des Personnes, célébrée le 28 septembre de chaque année. Ancienne juge des mineurs et juge d'instructions, près le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey, Madame Gazibo est présentement point focal du Niger en matière de traite des personnes auprès de toutes les institutions étatiques et internationales.

Mr. David Luna est président et chef de la direction de Luna Global Networks & Convergence Strategies LLC, un nouveau cabinet-conseil mondial qui contribue à faire progresser et à mobiliser de nouvelles énergies et de nouveaux partenariats pour lutter contre le commerce illicite, les marchés illicites et les menaces convergentes connexes pour la sécurité. Ancien diplomate américain et responsable de la sécurité nationale, M. Luna donne fréquemment des conférences sur les menaces transnationales, les affaires internationales, les risques géopolitiques, le commerce illicite et l'économie mondiale illégale, notamment la criminalité transnationale organisée, la corruption, le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, les marchandises contrefaites et piratées, la cybersécurité et la criminalité cybernétique, les crimes environnementaux et la contrebande/trafic.

Avec plus de 21 ans de service fédéral, M. Luna a occupé de nombreux postes de direction au sein du Bureau international des stupéfiants et de l'application de la loi (INL) du Département d'État des États-Unis, notamment des postes de direction pour la sécurité nationale, la criminalité transnationale et les réseaux illicites, la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance, et a été conseiller du coordonnateur du secrétaire pour l'état de droit. M. Luna a également été conseiller juridique adjoint du président, Bureau du conseiller juridique du président, Maison-Blanche, et assistant spécial, Bureau du secrétaire, Affaires parlementaires et intergouvernementales, Département du travail des États-Unis.

M. Luna a été président du Groupe de travail de l'OCDE sur la lutte contre le commerce illicite ; président et vice-président du Groupe de travail de l'APEC sur la lutte contre la corruption et la transparence, coordonnateur américain des Dialogues exploratoires de l'APEC sur la lutte contre la corruption et le commerce illicite ; coprésident du Groupe de travail de l'APEC sur la lutte contre la corruption et la transparence; co-président du Groupe de travail USA-Chine sur la lutte contre la corruption du Groupe de liaison mixte sur l'application de la loi ; Vice-Président du Conseil du programme mondial du Forum économique mondial sur le commerce illicite et la criminalité organisée (et membre de l'Équipe spéciale sur la traite des êtres humains) ; co-président du Groupe d'experts du G-7 sur la lutte contre le commerce illicite des espèces sauvages ; Coordonnateur américain, Dialogues sur le lien criminalité-Terrorisme et démantèlement des réseaux transnationaux illicites ; Représentant américain, Forum mondial II-VI pour lutter contre la corruption, et autres initiatives.

M. Luna est diplômé du U.S. Army War College et a obtenu son B.A. de l'Université de Pennsylvanie et son J.D. de la Columbus School of Law, The Catholic University of America.

M. Ronny Matatiken, l'un des principaux acteurs de la sécurité maritime en Afrique de l'Est, a récemment dirigé le Centre de coordination de l'océan Indien. Il a également été directeur adjoint du Centre régional d'opérations et de coordination, qui opère sous les

auspices du Programme de l'UE pour la promotion de la sécurité maritime régionale. Il a commencé sa carrière dans la Marine comme élève-officier de marine à Yorktown, en Virginie. Il a participé à des échanges bilatéraux avec les garde-côtes américains, la marine américaine, la marine française et la marine indienne. M. Matatiken a pris sa retraite du service actif en 2008 après une carrière de 15 ans dans l'armée seychelloise en tant qu'officier d'infanterie et officier de marine, où il a servi dans diverses missions tactiques, opérationnelles et nationales. Sa dernière affectation en service actif était celle d'hydrographe en chef. En 2015, il a travaillé au développement de la Police Maritime des Seychelles, où il a développé, enseigné et encadré les officiers. Au cours de sa carrière militaire, M. Matatiken a été officier de navigation de navire, plongeur de combat, hydrographe, officier d'arraisonnement et d'opérations tactiques, officier d'infanterie, et a occupé divers rôles de soutien auprès des agences militaires et gouvernementales des Seychelles. Il est un hydrographe accrédité à l'échelle internationale, un planificateur de mission de l'ONU pour toute mission de maintien de la paix et un spécialiste du financement du contre-terrorisme de niveau 2. M. Matatiken étudie actuellement en vue d'obtenir une maîtrise en études du renseignement et de la sécurité à l'University of Met London.

Chef adjoint de la gendarmerie (retraité) Ousmane Ndiaye était chef adjoint de l'administration et de la logistique du Commandement de la Gendarmerie Territoriale au Sénégal lors de sa retraite en juin 2018. En cette qualité, il a été un interlocuteur privilégié des partenaires de la gendarmerie, notamment du parquet, des juges, des avocats et d'autres membres de l'administration publique. Auparavant, il a été Secrétaire permanent et Assistant spécial du Coordonnateur du Mécanisme interministériel de coordination des opérations de lutte contre le terrorisme, pour lequel il était également un interlocuteur des partenaires publics ; commandant de la Brigade de la gendarmerie à Pete (Région St Louis), conseiller adjoint de l'UNPOL pour les questions quotidiennes liées aux activités de police et aux réformes policières au Sud Soudan, et Chef du groupe logistique et administratif du service des enquêtes de la Gendarmerie nationale sénégalaise. Il a participé à divers cours et séminaires interactifs sur le crime organisé, la lutte contre le blanchiment d'argent et le trafic de stupéfiants avec l'ONUDC et le Centre de formation judiciaire du gouvernement sénégalais à Dakar. Il est co-auteur de la Stratégie nationale de lutte contre le terrorisme, co-créateur d'un nouveau programme de formation sur la lutte contre le terrorisme, et il est actuellement coordonnateur de projet et avocat principal à l'American Bar Association Rule of Law Initiative pour un programme de police communautaire dans le Sahel. Il parle anglais, français et wolof.

Général de brigade (Retraité) Gaseikangwe Ace Peke est titulaire d'un baccalauréat ès sciences de l'Université du Botswana, du Lesotho et du Swaziland et d'une maîtrise en administration publique de l'Université Auburn, à Montgomery aux États-Unis. Au sein de la BDF, il a occupé divers postes allant d'ingénieur aéronautique à chef d'état-major adjoint du personnel. En outre, de septembre 2007 à mars 2011, il a été coordonnateur du projet d'examen de la stratégie de sécurité nationale du Botswana au sein du Cabinet du

Président. En 2011, il a rejoint l'African Public Policy & Research Institute à Pretoria, en Afrique du Sud, en tant que consultant à temps partiel en charge du programme de réforme et de gouvernance du secteur de la sécurité.

M. Carlos Alexandre Monteiro Reis est le conseiller à la sécurité nationale du Cap-Vert. Avant sa nomination au Bureau du conseiller à la sécurité nationale, il était directeur national de la police judiciaire de 2011 à 2015. Au cours de cette période, il a également été chef du Bureau national d'Interpol au Cap-Vert. De 2008 à 2011, il a servi des commissions spéciales, en tant que directeur du Centre juridique gouvernemental et comme secrétaire général du gouvernement capverdien. Il avait auparavant mené une brillante carrière de magistrat judiciaire dans des affaires civiles et pénales dans différents tribunaux et îles. Avocat de formation, il est diplômé en droit de la faculté de droit de l'université de Lisbonne et du centre d'études judiciaires portugais.

M. Reis est également cofondateur et ancien vice-président de la Magistrates Association du Cap-Vert et membre fondateur de White Ribbon Cape Verde, une ONG masculine de lutte contre la violence basée sur le genre et servant comme instructeur pour les services correctionnels et de réintégration sociale. Il a participé à la formulation et à la promulgation du Processus législatif du gouvernement numérique, une plate-forme informatique qui améliore un flux de travail électronique (basé sur IBM FileNet) pour le débat et l'approbation des projets de loi initiés par le gouvernement. Il est co-auteur du projet de loi sur la violence basée sur le genre ainsi que de la version annotée de la VBG (publiée par ICIEG / ONU FEMMES).